



Paraît le
Mardi
Jeudi
Samedi

Organe Central du Parti Communiste Internationaliste
BOLCHEVIK LÉNINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA
IV^e Internationale

Du « Front Populaire » bourgeois aux Soviets

Gouvernement Ouvrier et Paysan !



Aujourd'hui, à 15 h. 30, la Chambre va devoir se prononcer sur un projet gouvernemental.

Un seul article, comportant les pleins pouvoirs pour un objectif précis et limité.

Mais cet objectif, autant qu'on en puisse connaître, est de taille, puisqu'il s'agit de procurer, indépendamment des recettes fiscales ordinaires, — lesquelles sont insuffisantes à payer les seules dépenses de la guerre et de la dette publique, — la bagatelle de trente milliards au Trésor.

C'est là-dessus que le Gouvernement Blum va jouer son existence ministérielle. Les radicaux lui opposent aujourd'hui un premier barrage à la Chambre. Sort-il victorieux de cette première épreuve, c'est pour entrer dans ce champ de mines qu'est le Sénat.

Si aucune force extra-parlementaire n'intervient, si les travailleurs répondent aux objurgations sémaphoriques d'un Costes et restent « bien sages » et « disciplinés », deux hypothèses : Blum tombe sur le terrain choisi par lui-même et l'appareil parlementaire qui constitue l'armature du Front populaire s'efface devant les successeurs, ceux-ci ouvrant la voie au gouvernement de Salut public du pseudo-jacobin Archimbaud, avec, à l'horizon, le gouvernement autoritaire préconisé par de Kérislis.

Ou Blum sort victorieux de l'épreuve, plus enserré que jamais dans les gages qu'il a cédés à la bourgeoisie et dont le prolétariat est la rançon. La politique archi-autoritaire du grand patronat français s'effectue sous le nom de Blum et sous le drapeau du Front populaire.

Dans le premier cas, porte largement ouverte à la montée fasciste ; dans le second cas, misère, fascisme et guerre s'infiltrant par mille canaux. Il nous suffit d'épingler ici la déclaration que vient de faire Lebas, Ministre socialiste des P.T.T. Prenant la parole à Dunkerque, Lebas dit : « Il est un devoir plus impérieux que de conserver les conquêtes de Juin 1936, c'est celui d'assurer la paix. »

Avec 40 milliards par an d'armements nouveaux !

**

Mais il est une force extra-parlementaire encore inentamée, que l'on s'efforce de désarmer et qui doit intervenir décisivement : celle des ouvriers et des paysans pauvres.

Le Front populaire, dès 1936, les a ligotés et bâillonnés... Ils ont vu les fascistes et la grande bourgeoisie se consolider en profondeur et reprendre l'offensive.

Forts de cette expérience, ils sont aujourd'hui

d'hui placés dans l'alternative de rester prisonniers du Front populaire qui jettera chaque jour aux appétits bourgeois un peu de leurs libertés, de leurs salaires, de leur vie.

Ou de dresser immédiatement, devant Kérislis, Gignoux et consorts, le barrage de leurs propres organisations, qu'ils devront dominer au lieu d'être leurs prisonniers.

Blum donne des gages aux bourgeois et veut imposer silence aux prolétaires. Aux travailleurs de lui signifier que c'est à leur tour d'exiger des gages.

Gouvernement parlementaire et extra-parlementaire des ouvriers et des paysans pauvres, à l'exclusion totale des radicaux bourgeois, tel doit être leur premier objectif.

Ce ne sont pas les campagnes journalistiques de Séverac qui abattront le Sénat, ni les concessions de Blum qui rassasieront les grands bourgeois, ni l'abandon des luttes ouvrières qui éloignera la guerre.

Une offensive plus poussée, plus vigoureuse, plus implacable des travailleurs contre ceux qui les exploitent, la constitution de conseils ouvriers et paysans, le contrôle ouvrier et paysan, la réalisation d'un gouvernement ouvrier et paysan, première étape vers les soviets en France, telles sont les conditions d'une lutte décisive contre la misère, le fascisme et la guerre.

Pour soutenir la lutte des grévistes, 100 exemplaires de ce journal sont remis gratuitement, respectivement aux travailleurs de : Citroën-Javel, Citroën-Epinettes, Citroën-Saint-Ouen, Ferrodo, Gnome-et-Rhône.

ASSEMBLÉE DE METALLOS

MERCREDI
6 AVRIL

A 20 HEURES 30

Palais de la Mutualité
(salle G)

Rue Saint-Victor

Libérez les révolutionnaires d'Espagne !

La situation est grave. Les événements se succèdent avec une rapidité vertigineuse. Si nous n'imposons pas la libération des 20.000 révolutionnaires gardés dans les prisons, le gouvernement Négrin les laissera certainement assassiner par le fascisme. Il ne faut pas permettre aux assassins de Nin, Berneri, Wolf, etc., de continuer l'œuvre infame contre-révolutionnaire.

Le prolétariat mondial doit élever sa protestation énergique ; il ne doit pas permettre que continue cette monstruosité de maintenir des révolutionnaires d'avant-garde dans les prisons, dans des villes menacées d'être occupées par le fascisme, comme Valence, Madrid et Barcelone, etc.

L'offensive fasciste dans le Haut-Aragon s'est élargie de plus de 100 kilomètres, elle se trouve à quelques vingt kilomètres de la côte ; la Catalogne est menacée directement. La chute de Lerida place la Catalogne, Barcelone, sous les tirs des canons et la menace des tanks et de la terreur contre-révolutionnaire fasciste. Valence et Madrid seront coupées du reste du territoire de la république.

Malgré cette situation, des milliers de militants révolutionnaires sont encore gardés dans les prisons de la république démocratique du front populaire. Ce sont les démocraties franco-anglaise, l'U.R.S.S. et le gouvernement du Front populaire à direction socialiste, soutenu par le parti communiste qui ont laissé intervenir le fascisme international en Espagne, avec le blocus de leur politique de « non-intervention ». La défaite de la révolution espagnole est la suite directe des défaites organisées et des trahisons de la politique du réformisme et du stalinisme, de collaboration avec la bourgeoisie en Allemagne, en Chine, U.R.S.S. Autriche, etc... qui ont ouvert la route au fascisme en Europe.

Là est la terrible expérience: le front populaire et la politique réformiste-staliniste conduisent, par étapes, mais inexorablement, au fascisme.

Après la trahison de la III^e Internationale, sa dégénérescence dans la contre-révolution, il a été démontré que sans la construction des partis révolutionnaires et d'une IV^e Internationale, la révolution ne peut pas triompher. En Espagne, l'anarcho-syndicalisme et le P.O.U.M., en participant au pouvoir, en collaboration avec la bourgeoisie antifasciste, se sont révélés des partis non révolutionnaires et incapables de guider le prolétariat à la victoire. Cette politique a facilité le réformisme et le stalinisme, des traîtres Prieto-Negrin et des assassins Diaz, Comorera, Pasionaria, etc... pour ouvrir les portes à Franco. Le pacte d'unité C.N.T. - U.G.T. signé il y a quelques semaines, s'est transformé entre les mains du gouvernement Negrin, en un instrument contre-révolutionnaire.

Malgré l'expérience tragique de deux années de politique de banqueroute du front populaire, l'anarcho-syndicalisme vient d'accomplir son « ultime » acte de trahison, en décidant l'entrée officielle dans le front populaire.

Au fascisme, il faut opposer le front de classe du prolétariat ; une alliance ouvrière révolutionnaire de toutes les organisations prolétariennes avec l'exclusion des partis bourgeois, en opposition au front populaire. Il faut rassembler toutes les forces prolétariennes. Il faut venir en aide au prolétariat d'Espagne, il faut le sauver de la menace fasciste.

Libérez Andrade. Libérez tous les emprisonnés politiques. C'est le mot d'ordre qui doit retentir dans tous les milieux ouvriers du monde.

Le conflit Sino-Japonais

Depuis quelques mois, les événements européens ont pris le pas sur ceux d'Extrême-Orient ; la guerre en Chine n'en continue pas moins et comme « tout se tient », il est bon de faire le point.

Après la défaite des armées chinoises dans le Nord (Shanghai) et dans le Sud (Nankin), plusieurs questions se posèrent : la bourgeoisie du Kuomintang allait-elle essayer de s'entendre avec Tokio ou allait-elle continuer la guerre ? Tokio allait-il précipiter en cas de désaccord son offensive en privant la Chine de ses principaux centres de ravitaillement, par un blocus maritime ?

L'expérience a montré que le Kuomintang avait finalement décidé de continuer la guerre et que l'impérialisme nippon avait renoncé au blocus. Ces deux faits d'apparence contradictoire ont les mêmes causes : l'intervention des impérialismes européens et américain, l'agitation prolétarienne en Chine et au Japon.

Pour ne pas prendre une part directe à la guerre, l'impérialisme anglais et l'impérialisme yankee n'en sont pas moins vivement intervenus, chacun pour soi du reste. Tchang Kai Chek reçoit des armements en grande quantité, non seulement de Moscou, mais de New-York et de Londres, d'où partent aussi des spécialistes. D'autre part, Berlin fit pression sur le Japon pour que ce dernier renonce au blocus des côtes, ce qui pouvait amener une conflagration mondiale avant l'heure souhaitée.

Si la bourgeoisie chinoise a continué la lutte, c'est aussi parce que toute capitulation l'aurait placée dans une position intenable vis-à-vis des masses chinoises luttant contre l'impérialisme nippon et peu disposées à faire les frais d'un accord entre exploités nippons et chinois.

La manœuvre, pour la bourgeoisie chinoise, était par contre très tentante, puisque les stalinien y aidaient, d'utiliser la guerre pour la réalisation, sous la botte militaire de ses généraux, de l'union nationale. Evidemment cette union ne va pas toute seule et le Congrès du Kuomintang vient de faire, pour « l'après-guerre », diverses promesses qui n'engagent pas à grand chose.

De l'autre côté, si Tokio a suivi les conseils de patience de ses alliés allemands et italiens, c'est parce que sa situation l'empêchait de passer outre. L'impérialisme nippon joue une grosse et audacieuse partie en Chine. Il a évidemment réussi à mettre la main sur des richesses de premier ordre, mais, il ne peut les exploiter sans capitaux étrangers, ce qui l'oblige à certains compromis, ni sans se livrer sur son prolétariat et sa paysannerie à une surexploitation forcée. Toute fausse manœuvre, tout échec, peut amener là-bas la guerre civile et cela rend Tokio prudent.

Les opérations militaires sont, dans l'ensemble, favorables au Japon, quoique la résistance chinoise devient plus offensive ; mais, en fait, la suite de l'affaire dépend beaucoup plus d'une part du développement de la situation mondiale (accentuation ou non de la crise aux Etats-Unis, gros client de soie japonaise, avance ou recul du mouvement fasciste en Europe et de la guerre impérialiste) et, d'autre part, de la solidité relative du régime au Japon que des victoires ou des défaites de telles ou telles armées en Chine. L'issue du conflit s'inscrit ainsi, en Chine comme en Espagne, dans le jeu de contradictions et des luttes interimpérialistes et sociales.

LES METALLOS DE CHEZ CITROEN N'ONT PAS ACCEPTE LES PROPOSITIONS GOUVERNEMENTALES

UNE nouvelle semaine de grève commence. Le cap du lundi a été franchi par les grévistes. A ceux de chez Citroën, Gnome et Rhone, etc..., se sont joints ceux de Rateau, de S.K.F. et de la Société d'Optique.

Ce qu'il faut d'abord souligner, c'est que les travailleurs en général, les grévistes en particulier, sont informés de façon insuffisante et souvent même fautive.

Il n'est pas vrai que les travailleurs de chez Citroën ont accepté les propositions gouvernementales. Le Syndicat les avait fait avaler aux délégués vendredi. Mais, samedi, quand les délégués se présentèrent devant les ouvriers, car les Doury, Timbaud et autres avaient préféré se tenir cois, les travailleurs, à l'unanimité moins quelques voix, repoussèrent les propositions gouvernementales. Les travailleurs de Javel, à l'appel de l'un d'entre eux, et malgré la réponse bredouillante d'un des délégués, se refusèrent à faire leurs propositions du gouvernement et des bonzes syndicaux.

Ils ne veulent pas quitter l'usine avant de connaître la « sentence arbitrale ». Ils ne voulaient terminer l'occupation qu'après satisfaction.

Il en fut ainsi à Javel ; dans les autres usines Citroën, même refus.

Les grévistes sont pleins d'ardeur. Ils ont besoin du soutien des autres travailleurs. La solidarité financière, c'est bien, mais insuffisant (1). Le soutien dont les grévistes ont besoin, c'est l'élargissement de la lutte. Ils attendent les gars de chez Renault d'abord, des grandes boîtes de la métallurgie, ils comptent sur eux, en dépit des manœuvres des directions.

On ne peut non plus rester sur ce point : le débrayage. Il faut faire un pas de plus.

Pourquoi les ouvriers ne poseraient-ils pas le problème de faire tourner les usines SANS LES PATRONS. Les ouvriers n'ont qu'à faire tourner les usines à leur profit. Les techniciens sont avec eux, ce qui permet de le faire d'autant plus aisément.

Elargir la grève et faire marcher les usines sans patron. Deux solutions possibles, qui entraîneront un résultat favorable. La temporisation, la résignation, la soumission aux directives syndicales d'inaction, c'est la mort du mouvement, c'est la porte ouverte au fascisme. Les grévistes de la métallurgie, les metallos de chez Renault et de toutes les entreprises prendront le chemin du combat contre le patronat, qui couvre les murs de vastes affiches, contre le capitalisme qui ne peut leur donner que la misère et la guerre.

(1) Les 20 francs versés au douzième jour de grève par le syndicat témoignent que celui-ci ne tient pas à la grève.

NOTRE PERMANENCE :

Tous les jours de 19 à 20 heures
36, rue du Château-d'Eau, 36

Fournissons aujourd'hui à nos lecteurs quelques citations de sources diverses leur permettant de « situer » les différents courants en marge du débat financier au cours duquel le Gouvernement Blum va, demain, engager son existence parlementaire.

En premier lieu, la situation financière schématisée cette semaine dans « la Tribune des Fonctionnaires » :

Blum doit dire toute la vérité au pays et combattre à la fois les illusions et les égoïsmes. Le total des recettes fiscales est de 43 milliards.

A leur taux actuel, les seules dépenses d'armement sont de 27 milliards, celles de la Dette publique de 24 milliards.

Voilà qui fait comprendre pourquoi le gouvernement en est réduit à mendier chaque fin de mois au Sénat une inflation de 5 milliards pour boucler son échéance !

Mais le Sénat regimbe. Le Club des vieillards favorise ainsi les projets de M. de Kérilis (« Epoque ») :

Il faut donc partir sur des bases complètement nouvelles. Il faut sortir des chemins battus du régime, ce qui est le seul moyen de sauver ce qui peut encore être sauvé des institutions démocratiques. Il faut se dépêtrer du chaos parlementaire et du joug syndicaliste. Il faut s'orienter vers une République autoritaire et plébiscitaire, sans tomber dans le pouvoir personnel et dans la dictature d'un seul dont

LE COIN D

CHEZ FERODO

La rentrée s'était faite sans conditions et il fallait récupérer les 27 heures de grève.

Mais les copains n'ont pas pris la chose ainsi. Et, dès le premier jour, une bonne moitié est partie à l'heure normale, sans faire de rabiote. Aussi, le lendemain, les délégués ont pu obtenir qu'il ne soit plus question de récupération, le samedi non plus.

Pour les salaires, les manœuvres ont eu deux sous, et c'est tout.

Les travailleurs de chez Ferodo qui sont un peu abasourdis de tout cela — qui sont aussi menacés de réduction d'heures pour bientôt — doivent comprendre que la direction du syndicat des Métaux, la direction du Parti communiste, est liée par l'union sacrée au capitalisme. Et, par conséquent, il faut recommencer sans eux la lutte révolutionnaire.

CHEZ RENAULT

Large distribution de notre tract : aux Métallos !, ce lundi matin chez Renault.

Les travailleurs, pour la grande majorité, le lisent avec avidité.

Il y a quelques stalinien qui rouspètent. Une stalinienne va provoquer un de nos camarades distribuant les tracts. L'incident est vite liquidé. Des ouvriers disent : « C'est toujours la même qui provoque. A la chaîne aussi, c'est une emmerdante ».

Les travailleurs de chez Renault réfléchiront à ce qu'ils ont vu pendant que les camarades faisaient grève chez Citroën, Gnome et Rhone, etc...

Un travailleur nous écrit : « Lundi dernier, 28 mars, il n'y a pas eu que les tracts : « Face à la bête trotskyste » pour torpiller la grève. Toute la journée, Costes est resté dans l'usine ; il n'a pas attrapé d'ampoules, il ne s'est pas abimé les doigts à un tour ou à la fraiseuse. Non, il allait d'un réfectoire à un vestiaire, d'un atelier à l'autre, pour faire de la propagande contre le débrayage.

Est-ce pour faire les affaires de la maison Renault que Costes a été élu par les ouvriers de Boulogne ?

Seuls les partisans de la IV^e Internationale ont appelé les travailleurs à la solidarité, à la lutte révolutionnaire.

Les travailleurs se rappelleront que Costes et les stalinien ont dit la même chose que les patrons : le travail dans l'ordre pour la France.

A LA LORRAINE (à Argenteuil)

Les stalinien ont voulu empêcher la distribution de notre tract : Aux Metallos !

Il leur est plus commode d'arracher des tracts à quelques ouvriers que de défendre les 40 heures. Mais, malgré cela, un grand nombre de tracts a pénétré dans l'usine. Le débouillage de cranes s'opérera.



Cueilli dans

le pays a horreur. Il faut éviter le communisme et le fascisme qui nous guettent l'un et l'autre dans la ruine et dans la défaite.

Ou, à défaut, ceux de M. Gignoux du grand Patronat français. Car ce dernier accepterait un gouvernement d'Union nationale dans lequel la bourgeoisie manierait la trique ; le loup se fait alors agneau :

En fait, les totalitaires prospèrent surtout par la faiblesse des démocraties. On ne parle pas que de la nôtre, car on a pu constater, en ces derniers temps, que notre maladie financière connaissait des accalmies, où nous n'étions pour rien, vu qu'elles reflétaient simplement le mal parallèle des voisins.

Cessons d'opposer des mystiques !

« Ce Soir », édition nocturne de la stalinienne « Humanité » est bien de cet avis :

Pense-t-on sérieusement que des écrits ou des discours vont modifier en ce moment les convictions ? Je le crois difficilement.

Alors, comme Romain Rolland le dit dans son bel article, il faut l'union, même si elle ne plaît pas à tout le monde. Elle est inévitable ! Il faut laisser de côté, pour un temps, les questions d'étiquette et songer qu'après tout il ne s'agit que de questions financières — je le répète au risque de passer pour un rabâcheur.

A quoi peuvent servir 30 milliards d'armements par an et l'union sacrée ? Mme Tabouis, journa-

DU PROLO

CONTRE LES DEROGATIONS AUX QUARANTE HEURES LIORÉ-OLIVIER (Argenteuil)

Jouhaux, Doury, Hénaff, Croizat, en seront pour leur déclaration sur les dérogations aux 40 heures. La T.S.F. pourra les démentir tout aussi facilement comme elle les approuvait ce matin du 31 mars 1938. Les techniciens et ouvriers de Lioré-Olivier se sont prononcés contre toute dérogation aux 40 heures. « L'Humanité » et le « Populaire » diront peut-être que les ouvriers et techniciens de cette boîte sont des trotskystes. Si les exploités de cette entreprise étaient déjà sur les positions de la IV^e Internationale, le mouvement ouvrier disposerait déjà d'une puissante avant-garde et s'orienterait vers la prise des usines pour les diriger jusqu'à la prise du pouvoir par les Soviets.

Une délégation ouvrière de cinq membres a été désignée pour se rendre ce soir à Paris afin de démentir ces agents bourgeois. Des listes de protestation contre l'attitude de tout l'appareil dirigeant de la C.G.T. ont été couvertes de signatures en peu de temps.



Nombre d'ouvriers nous questionnaient sur ce qu'il fallait faire pour combattre les permanents ? Nous leur avons suggéré, de ne pas faire la grève du timbre syndical, mais de décider à la base qu'aucune somme ne sera versée à la Fédération. Nous pensons qu'une telle mesure deviendrait efficace en attendant le renouvellement de l'appareil syndical à qui nous imposerions la révocabilité, le contrôle et le mandat impératif des syndiqués.

La réunion inter-usines de Lioré-Olivier a eu lieu le 2 avril 38, Villacoublay, La Révolte, Clichy, Argenteuil. Cet exemple doit être suivi de toutes les usines, pour préparer un Congrès qui prendra la responsabilité de fiche en l'air tous les permanents.

CHEZ LES INSTITUTEURS ON EMBAUCHE

Pas de travail pour les jeunes ? Allons donc, on embauche des instituteurs suppléants en Seine-et-Oise. On vous l'avait bien dit que le Front populaire ferait quelque chose pour les jeunes ! Seulement...

Seulement, on embauche comme suppléants des institutrices et des instituteurs retraités. Et les jeunes qui, avec leurs diplômes, cherchent vainement du travail, peuvent encore attendre leur tour.

Qu'en penses-tu, jeune chômeur ?

ans la presse



liste inspirée de « l'Œuvre », a publié dans un magazine de gauche ces lignes, citées par « La Flèche » :

De l'avis des personnalités les plus qualifiées en politique extérieure et en diplomatie, la menace d'une guerre générale dans le moment présent suffirait entièrement à faire reculer l'Allemagne. Mais pour ce geste-là aussi, le temps nous est mesuré.

Voilà un aveu dénué d'artifices !
Union des Gauches, réclame également « La Lumière » :

Si le ministère Léon Blum est renversé sur ses projets financiers par le Sénat, la pire réaction va tenter de s'emparer du pouvoir. Les républicains ne lui barreront-ils pas la route ?

Les socialistes combleront-ils les vœux d'une droite déchainée en rentrant dans l'opposition ? C'est le réflexe naturel.

Mais nous ne vivons pas les jours paisibles où les jeux habituels de la politique sont de mise. Le parti socialiste devra se demander s'il peut renoncer à participer au gouvernement à l'heure où se dessine une nouvelle menace contre les institutions démocratiques — menace qui ne paraît pas sans lien avec les menées des pays fascistes. L'Allemagne et l'Italie ne veulent-elles pas provoquer chez nous des événements analogues à ceux d'Espagne ?

Le parti radical devra, lui aussi, se poser la question de savoir s'il va briser l'union des

LILLE

Vendredi, le groupe de Lille du P.C.I., organisait une réunion publique. Une trentaine de présents. Après les exposés des camarades De Vreyer et Frank, sur la situation et le programme du parti, la parole fut donnée aux contradicteurs.

Le premier fut un membre du P.O.I., Dupont-Durand qui, « avec une bien vive émotion, et estime pour les camarades du P.C.I. » vint réciter les calomnies habituelles contre notre organisation.

Il fut vertement remis en place par Frank qui montra que la rupture était causée par des divergences d'organisation.

Les autres contradicteurs : un socialiste qui défendit mollement son parti, et un stalinien qui prétendit être membre du P.C. depuis le Congrès de Tours (les vieux camarades de Lille ne le connaissent d'ailleurs pas). Celui-ci défendit la politique patriote de son parti. Aussi lui fut-il demandé : pourquoi avoir fait la scission de Tours ?

**

Notre groupe de Lille va poursuivre son travail de façon plus systématique.

Démenti !..

CAMARADES DE CHEZ RENAULT,

Le samedi 2 avril, malgré les manœuvres des Délégués d'atelier et du Syndicat des Métaux, les métallos de Citroën ont décidé à une écrasante majorité de repousser les propositions gouvernementales et de continuer la lutte jusqu'à la victoire.

Tout ce que dit la presse hormis cela est MENSONGE.

Mais les Métallos de chez Citroën ne comprennent pas que depuis la première fois depuis juin 1936, une grève pour les revendications communes ne s'étende pas à toute la Métallurgie parisienne.

ALLEZ-VOUS ASSISTER IMPASSIBLES A CETTE LUTTE DONT DEPEND VOTRE SORT COMME LE NOTRE ?

Les Métallos de chez Citroën savent que le succès de leur mouvement dépend en bonne partie de votre attitude, ils ont les yeux fixés sur vous, ils attendent que vous agissiez. CAMARADES, QU'ALLEZ-VOUS FAIRE, NE NOUS ABANDONNEZ PAS.

Nommez par atelier des délégations qui se rendront à Citroën-Javel se concerter pour agir.

Un Groupe de Métallos
de chez Citroën.

ARTICLES REÇUS

- 1° Un ordre du jour des Syndicats P.T.T. de Lille contre la guerre et l'Union sacrée ;
- 2° Rappoport à Lyon.

Ces articles passeront dans notre édition de jeudi.

gauches alors que les événements la commandent plus impérieusement peut-être que jamais.

Au nom de la République, Severac (Jean-Baptiste) va donc, dans le « Popu », engager une campagne contre le Sénat :

La malfaisance du Sénat, son caractère anachronique, la contradiction irréductible existant entre la manière dont il est élu et les principes mêmes de la démocratie, la grandeur scandaleuse des pouvoirs dont il dispose, l'usage odieux qu'il en a fait contre la souveraineté du peuple et les volontés du suffrage universel — ce n'est pas au Parti Socialiste qu'on doit de les avoir révélés et dénoncés.

Cet honneur revient au Parti Radical, et nous n'avons pas l'outrecuidance de le lui ravir.

Pendant ce temps s'accroissent les oppositions au sein du Front populaire. La « fascisation » d'une large couche des radicaux est un fait et « l'Ere Nouvelle » traite Blum pis que ne le faisait Florimond Bonte au temps de « classe contre classe » !

« Huma » et « Popu » échangent des propos sans aménité.

« Si, du moins, les ouvriers restaient sages et dociles... », dit « l'Œuvre ».

Union sacrée dans la misère et pour la guerre ; danger fasciste à la faveur d'une crise ministérielle, tel est le dilemme devant lequel se trouveraient placés aujourd'hui les ouvriers et les paysans ? Action de classe, contrôle ouvrier et paysan, Soviets, doivent répondre les travailleurs.

Chez les Paysans

Métayers et gemmeurs Et vous ?...

« Métayers et gemmeurs des Landes, n'écoutez plus les politiciens bourgeois et réformistes !

« Ils vous ont manœuvrés par des promesses qu'ils n'étaient pas disposés à tenir, par des projets dont ils savaient mieux que personne l'inutilité totale...

« Parlementaires de droite et de gauche, dirigeants d'organisation qui conservent encore, hélas, votre confiance sont, les uns et les autres, les agents de la bourgeoisie.

« Ne les écoutez plus ; vous n'avez rien à attendre que de vous-mêmes.

« Mais si vous dressiez de claires revendications de classe et si vous engagiez sérieusement la lutte contre les hobereaux et leurs agents, vous êtes assez forts pour triompher ! »

Quelle sale « bête trotskyste » ose tenir un tel langage ? Ce langage que nous tenterons, jusqu'à la limite de nos forces de faire entendre aux métayers et, avec eux, de traduire en actes, était celui que tenait Renaud Jean et les militants communistes de la C.G.P.T. en 1930-1931.

Qu'y a-t-il de changé ? La misère des métayers continue, l'opulence insolente des hobereaux landais n'est pas entamée, le bourrage de crânes des réactionnaires et des réformistes continue !

Mais une partie de ceux qui menaient parmi les métayers une action de classe, sont aujourd'hui du côté de la bourgeoisie réformatrice et gouvernementale, menteuse et illusionniste.

Contre les métayers et, par conséquent, avec les hobereaux. Renaud Jean en tête, et les chefs stalinien en serre-file.

Les stalinien régionaux, reprenant le langage et les méthodes des bourgeois et des réformistes que dénonçait Renaud Jean voici sept ans, se coalisent contre l'activité révolutionnaire de nos camarades. Il suffit de lire la « mise en garde » parue dans l'organe régional...

Injures : Les militants hors du P.C. ne seraient que les détritiques du mouvement ouvrier.

Provocations : Il faut nous recevoir comme les pires ennemis de la classe ouvrière.

Mouchardage : Que les camarades, demande l'Etat-major stalinien, nous tiennent au courant du travail des trotskystes.

Injurier, provoquer, diffamer et moucharder est plus facile que d'expliquer, devant les métayers, comment une action révolutionnaire en 1930 est devenue, en 1938, une entreprise stalinienne.

Bien entendu, ceci n'est point pour nous abattre. Avec les exploités de la glèbe, face aux hobereaux reste notre mot d'ordre dans les Landes... et ailleurs.

Aux métayers socialistes qui seraient tentés de prêter l'oreille aux calomnies anti-trotskystes des stalinien, rappelons simplement, pour aujourd'hui, deux faits :

Dans les Côtes-du-Nord, un délégué non paysan de la cellule stalinienne s'introduit dans une réunion syndicale de la C.N.P. (paysans travailleurs à orientation socialiste) et après une besogne de calomnie et de torpillage, s'en va moucharder près des agrariens catholiques, exploités de fermiers, du Syndicat bourgeois de Landerneau.

Dans le Lot, une réunion de la C.N.P. est agressive et chahutée par les stalinien d'un prétendu « Comité de défense » assistés d'une trentaine de bourgeois parmi lesquels figure un préfet honoraire.

Nous ne nous laisserons pas faire. Et vous, les métayers ?...

Les METALLOS ont DEBRAYE !..

Le 27 juillet 1914, à l'appel de l'Union des Syndicats de la Seine, 100.000 ouvriers se rassemblaient sur les boulevards en face du journal *Le Matin*. Ils se forment en cortège, balaient les barrages de police aux cris de « A Bas la guerre ! Vive la Paix ! » et au chant de l'Internationale. Il y a 500 arrestations et de nombreux blessés.

Ces manifestations ardentes se poursuivent le 28 et le 29 où un meeting organisé salle Wagram par l'Union des Syndicats est interdit. Il a lieu quand même place de l'Etoile, malgré 200 arrestations. Jusqu'au 3 août, où de violentes collisions ont lieu à Belleville entre ouvriers révolutionnaires et policiers, les prolétaires parisiens se battent héroïquement contre la guerre et sont appuyés par leurs camarades de province qui manifestent à Brest, Oyonnax, Amiens, Lyon et dans la plupart des grandes villes.

Mais la trahison fut plus forte que l'héroïsme. Le manque de directives et de direction, l'absence d'une tactique éprouvée de lutte et d'un véritable parti révolutionnaire, l'incohérence des doctrines, vinrent à bout de la volonté de résistance des meilleurs.

Dans les bagnes de la métallurgie

Les ateliers militaires ne pouvaient suffire. On fit appel à l'industrie privée. Le Comité des Forges reçut directement les commandes et fut chargé de les répartir. Alors commença pour les travailleurs de la métallurgie une période d'exploitation sans précédent.

On rappela les ouvriers mobilisés. Les demandes de sursis étaient établies par les patrons qui écartaient, naturellement, tous les professionnels d'opinions suspectes. Comme on ne pouvait sans danger dégarnir le front, on fit appel à la main-d'œuvre féminine. Beaucoup de femmes de mobilisés qui ne pouvaient vivre avec l'insuffisante allocation militaire, acceptèrent de travailler pour la production de guerre.

Elles devaient faire onze, douze et treize heures de travail par jour sous la surveillance d'innombrables gardes-chiourme et de mouchards. Les salaires étaient réduits à la proportion de véritables aumônes.

Le salaire moyen d'avant-guerre s'établissait entre 7 et 10 francs par jour. Peugeot paie les mineurs de 1 fr. 75 à 2 fr. 20 et les adultes 2 fr. 50 par jour. Chez Panhard, les femmes sont payées 6 fr. 70 les 100 pièces. Elles en produisent 150 par jour. Alors on leur demande patriotiquement d'augmenter leur production. Elles s'acharnent et sortent 400 pièces. La direction, pour les remercier, abaisse la rémunération de 6,70 à 3,40.

Mis en sursis d'appel, les métallos n'en étaient pas moins considérés comme mobilisés. On leur retirait tous les droits. A la moindre protestation, ils étaient congédiés et envoyés au front.

Accomplissant 12 heures de travail, une semaine de jour, une semaine de nuit, avec seulement une demi-journée de repos chaque dimanche, les mobilisés touchaient un salaire réduit de moitié. A la maison *Brasier*, à Ivry, 0 fr. 625 de l'heure, au lieu de 1 fr. 20. Trente pour cent de réduction à la carrosserie *Kellène*. Vingt-cinq pour cent aux moteurs *Rhône*. Chez *Renault*, arbitraire complet : les salaires varient de 0,45 à 1,10 ; les femmes touchent 0 fr. 35. *Latil* diminue de 0 fr. 20 à 0 fr. 30 par heure et retient en outre 10 %. A la *Société d'Outils Mécanique*, les civils non mobilisables, 0,90 à 1 francs, les mobilisés 0,60 à 0,70. Chez *Niclausse*, aux civils, 0,85 à 0,90, aux

mobilisés 0,60. La Compagnie *Thomson-Houston* leur alloue seulement 0,70 au lieu de 1 francs et 1 fr. 10.

Cependant, dès 1915, un grand établissement de crédit pouvait adresser à ses clients un prospectus indiquant : « En souscrivant une part de 25.000 fr. dans une usine de guerre, on est assuré de rentrer dans son capital après six mois et de toucher 33.000 francs de bénéfices par exercice semestriel. »

La grande banque n'exagérait pas. Sur 10 millions d'affaires, les fabricants de grenades réalisaient 3.600.000 francs de bénéfices. Peugeot arrête des comptes le 31 décembre 1915 et accuse 35.247.000 francs de bénéfices. Les Forges et Acieries de la Marine (*Homécourt*) réalisent en 1914-1915, 6.800.000 francs de bénéfices ; en 1916 : 17 millions.

Les caisses à munitions des mitrailleuses, dont le prix de revient fort, bénéfice compris, s'établissait honnêtement à 10 francs, étaient vendues 18, 23 et 25 francs. Les avions de chasse qui coûtaient 2.500 francs à leurs constructeurs étaient payés par l'Etat 18.000 francs.

Enfin, Citroën, qui n'avait pas le sou en 1914, fêta avec cynisme en 1916, dans une orgie monstre, ses cent cinquante millions.

Quoique la censure cachait soigneusement de tels scandales, petit à petit, les travailleurs, hommes et femmes, s'apercevaient que pendant qu'ils peinaient et trimaient pour des salaires de misère, pendant qu'ils ruinaient leur santé, la fortune souriait aux gros capitalistes produisant les engins de mort.

Le renchérissement du coût de la vie qui poussait la misère à l'extrême, multipliait les privations, accentua encore le mécontentement. Et comme les patrons, forts de l'état de siège, de la censure, du démembrement des syndicats, se refusaient à tenir compte des protestations ouvrières, des grèves éclatèrent un peu partout dès 1916.

Chez de Dion, les ouvriers des ateliers de fabrication des fusils arrêtent le travail pour protester contre une diminution des salaires. Chez *Taillandier*, fabricant de gamelles, la grève est déclenchée contre une réduction des taux du travail aux pièces. Grève pour obtenir une augmentation à la Compagnie Française des Métaux à Saint-Denis où les femmes gagnent de 3 fr. à 3 fr. 50 par jour. Grève chez Panhard qui cède après deux jours de lutte. Grève de neuf jours chez *Malicet* et *Blin* à Saint-Denis où les femmes obtiennent de ne plus travailler le dimanche. Grève triomphante des 2.000 ouvriers de chez *Védovelli*. Chez *Renault*, à *Billancourt*, les ouvriers obtiennent une journée complète de repos par quinzaine et la limite maximum de la journée de travail à 12 heures.

Les grèves révolutionnaires de 1917

Le nombre des grévistes de la métallurgie passe brusquement de 10.000 en 1916 à 55.000 en 1917 et 30.000 en 1918.

On compte, dans les métaux, en 1917, quinze grèves contre des diminutions de salaires au lieu de 6 en 1915 et 115 grèves pour une augmentation au lieu de 34 en 1916. Diverses autres mesures de la bourgeoisie, comme le renvoi des jeunes au front en 1917 ont déterminé des mouvements.

Citons les exemples les plus célèbres : en 1916 : grève chez Panhard-Levassor ; en

1917 : Compagnie Générale d'Electricité ; Panhard-Levassor ; Schneider, à Honfleur ; Peugeot, Renault.

Le mouvement gréviste atteint, pour l'année 1917, son point culminant en juin et juillet. En juin on compte dans la région parisienne 130 grèves avec 42.000 grévistes dont 30.000 femmes ! Et ce qu'il y a de caractéristique c'est que 39 de ces grèves sont des grèves de solidarité ! Enfin, en septembre, éclate (du 20 au 27) les grandes grèves de l'aviation.

En mai 1918, on compte officiellement 24.000 grévistes. C'est alors que se produit la grève générale de la métallurgie de la Loire qui a un caractère révolutionnaire. Saint-Etienne, Roanne et Saint-Chamond entraînent ensuite Nevers, Fourchambault, Guérigny, Imphy, Alais, Bessèges ; les mécaniciens de Neuilly-Plaisance, de Neuilly-sur-Marne, de Livry, Sevran et Aulnay-sous-Bois, les ouvriers des usines de guerre de Bourges, signalons encore les 5.000 grévistes de l'arsenal de Brest (19 avril-2 mai) ; les 7.000 grévistes des usines de munitions de Bordeaux.

Sous l'impulsion des travailleurs des métaux les grèves de 1917 et 1918 ont pris un caractère nettement révolutionnaire, elles se déroulèrent sous des mots d'ordre dirigés contre la guerre impérialiste.

La bourgeoisie elle-même est obligée de le reconnaître :

Un professeur bourgeois, M. Roger Picard, écrit :

« Ce n'est que vers la fin de 1917 qu'à ces causes de grèves (salaires) purement économiques et professionnelles, s'en mêlent d'autres, telle que la lassitude et l'angoisse provoquées par la prolongation de la guerre, le désir des grandes transformations sociales, l'hostilité au gouvernement... »

« En tout cas, dans les grèves de 1917, il semble bien que les fonctionnaires syndicaux aient joué plutôt un rôle conciliateur, s'efforçant de préciser les revendications de leurs camarades, et, surtout, de purger le mouvement de tout élément ou de toute tendance étrangère à la corporation. C'est ainsi qu'ils ont énergiquement expulsé des Bourses de Travail ou cortèges de manifestants les soldats permissionnaires qui tentaient de s'y mêler. »

Répondons enfin au bobard des « hauts salaires » pendant la guerre :

1914, les salaires masculins en 1920 ne dépassaient pas l'indice 354 alors que l'indice des prix de détail dépassait 452.

« Dans l'ensemble, les salaires diminuèrent en 1914 et 1915, se relevèrent légèrement à partir de 1916, davantage en 1917 et montèrent assez vite de 1918 à 1920. Mais le coût de la vie, surtout dans les centres ouvriers, progressait plus rapidement encore. »

« Pendant toute la durée de la guerre, les salaires réels restent inférieurs à ce qu'ils étaient en 1914 ». »

(Roger Picard, ouvrage cité.)

NOTEZ QUE :

« LA COMMUNE » du Samedi paraît sur six pages et est vendue 50 centimes.

Les mardis et jeudis : 25 centimes.

Journal composé et tiré par des ouvriers syndiqués
IMPRIMERIE SPECIALE DE « LA COMMUNE »
Le Gérant : A. BASTIDE